



41<sup>e</sup>  
CONGRÈS

MONTREUIL - 30 NOVEMBRE AU 02 DÉCEMBRE 2020  
DE LA CONVERGENCE À LA VICTOIRE

# RAPPORT INTRODUCTIF DU 41<sup>ÈME</sup> CONGRÈS FNIC

Chers camarades,

C'est avec frustration que je m'adresse à vous depuis un écran de visioconférence. Car notre fédération de syndicats, son congrès, c'est non seulement une organisation utile aux travailleurs, avec des objectifs clairement identifiés et des militants caractérisés par leur engagement sans compromis, mais c'est aussi un collectif fraternel et sororal, des camarades qui échangent, partagent les analyses, souvent avec passion, et qui témoignent de leur solidarité au quotidien. C'est ainsi que nous avons besoin de communication physique, de gestuelle, de sourires, d'approbation (ou de désapprobation) directe, bref tout ce qui fait d'un congrès fédéral un moment de cristallisation de la réalité de notre fédération unie et solidaire, de ses différentes branches professionnelles, durant les débats et au moment des pauses et des repas pris en commun.

Ainsi, c'est par nécessité absolue que la direction fédérale a finalement décidé le maintien de notre 41<sup>ème</sup> congrès sous une forme distancielle, une première et nous l'espérons, une dernière, à partir des besoins urgents de renouveler notre direction fédérale. Elle a en même temps porté la nécessité d'organiser au plus vite un congrès extraordinaire physique, aussitôt que les conditions sanitaires le permettront, sur la revue de nos orientations, avec le débat politique qui les accompagne à chaque congrès, par un échange direct et interactif, que la technique de téléconférence ne permet pas.

Cette décision du CEF, c'est aussi la marque que notre organisation adapte son activité en le faisant partir des besoins, et que nous mettons en œuvre ce qui est nécessaire en fonction de nos objectifs. C'est la marque d'une organisation qui sait se remettre en cause pour atteindre ce qu'elle s'est fixée comme but, en un mot, une organisation révolutionnaire.

Le programme de notre congrès va donc porter sur le compte-rendu de l'activité du CEF élu au 40<sup>e</sup> congrès, sur ses aspects politiques comme financiers, sur le renouvellement de notre direction fédérale, ainsi que sur les modifications

statutaires dont l'examen était initialement prévu en mars dernier.

Ce rapport introductif se limitera à compléter le rapport d'activité, envoyé aux syndicats en février 2020, qui décrit l'activité de la direction fédérale durant ces trois années, et auquel je renvoie pour l'essentiel. Ce rapport d'activité s'était arrêté au moment où les forces sociales de notre pays étaient encore engagées dans la bataille contre la réforme des retraites initiée le 5 décembre 2019, et qui s'est poursuivie début 2020.

Nous écrivions que l'issue en était alors incertaine. Il faut bien reconnaître que cette lutte commençait à s'essouffler, car quasi uniquement portée par les secteurs des transports et de l'énergie, sans relais notable des autres professions et singulièrement dans nos champs professionnels, en proie aux plus grandes difficultés pour mobiliser les travailleurs. C'est dans ce contexte qu'est survenue la crise sanitaire dans laquelle nous sommes toujours plongés aujourd'hui, celle de la covid-19.

Le premier confinement, malgré sa dimension inédite, a été marqué par la volonté des syndicats de ne pas rester spectateurs de la volonté patronale et gouvernementale de maintenir le niveau de la production et de la distribution, donc des profits capitalistes, dans une période où l'État a montré, à la fois une irresponsabilité crasse, et à la fois son vrai visage, celui d'une institution au service exclusif de la classe bourgeoise, celle qui détient les moyens de production.

L'incapacité du modèle capitaliste à répondre aux besoins du plus grand nombre s'est subitement retrouvée en pleine lumière. Avec l'ensemble des médias compromis jusqu'au cou dans la collaboration, on nous a abreuvé de messages contradictoires, souvent faux, toujours orientés dans le sens des intérêts de la bourgeoisie. On a vu et entendu des messages d'État pour envoyer en pleine conscience des travailleurs prendre des risques sur leur vie pour restaurer les marges des entreprises. On a



MONTREUIL – 30 NOVEMBRE AU 02 DÉCEMBRE 2020  
DE LA CONVERGENCE À LA VICTOIRE

qualifié de « héros », ceux dont Macron disait la veille avec mépris qu'ils n'étaient « rien », entre autres les éboueurs, le personnel hospitalier ravagé par le démantèlement de l'hôpital public, et qui a dû choisir aux urgences transformées en couloir de la mort, ceux qui allaient vivre et ceux qui allaient mourir, faute de place. Ces héros du quotidien, on leur a promis des miettes un peu plus substantielles, mais on ne leur a finalement quasiment rien donné, ils sont vite retombés au rang de derniers de cor-dée.

En parallèle, le confinement, les règles sanitaires nous ont plongés dans une société de discipline, de délation, nous subissons encore aujourd'hui une restriction grave de nos libertés. Ce sont les forces du capital qui nous indiquent maintenant nos priorités, notamment, que travailler est plus important que la vie humaine, de quelle manière nous devons nous déplacer, le nombre de personnes que nous devons fréquenter, etc.

Cette évolution dans un « capital-fascisme », on la retrouve dans la récente loi de sécurité globale, qui vise à mater les insécurités en écartant d'emblée ce fait majeur que la première insécurité qui touche tous les Français est l'insécurité sociale : le chômage et précarité de masse, la pression sur les salaires, les menaces sur les retraites et la protection sociale, la dégradation de la santé publique, etc.

Dans le poulailler de notre société, on a d'une part la liberté d'entreprendre et les aides publiques pour les quelques renards capitalistes, et de l'autre, les règles sanitaires et la répression policière aveugle pour les poules que nous sommes. Camarades, la FNIC l'a déjà dit, je le répète, il n'y a pas de différence de nature entre le régime Macron et ce que serait un régime Le Pen, seulement une différence de mesure.

Camarades, durant ce confinement de 55 jours, alors que le complexe de Montreuil était fermé et rendu quasi-inaccessible par l'AFUL qui en est le syndic, ce qui est parfaitement inacceptable, le secrétariat fédéral a

néanmoins maintenu une activité de haut niveau, continuant d'alimenter par voie électronique, les demandes des syndicats, en particulier, en matière de droit de retrait, procédure de danger grave et imminent, mais aussi sur des axes politiques comme la nécessité de définir ce qu'est une activité essentielle, et les raisons pour lesquelles nous travaillons.

Puisque l'économie est mondialisée, l'étincella covid-19 s'est propagée dans les économies de marché de toute la planète ou presque, sauf, mais est-ce un hasard, dans les pays à l'économie planifiée, Cuba, Vietnam, Venezuela et même Chine, où dans ces pays, il y a 5 fois moins de morts par million d'habitants que dans l'Union Européenne, qui a montré son vrai visage, à savoir un simple cartel capitaliste dominée par la concurrence pour l'accès aux masques, aux respirateurs et aux lits d'hôpitaux. Cette crise sanitaire ne provient pas d'une fatalité, le coronavirus, mais de l'état de notre système de santé au regard, par exemple, de celui de l'Allemagne (16 000 morts à ce jour, contre 52 000 en France).

Même chose pour la crise économique. Dans la crise économique majeure actuelle, selon les médias, le mode de production capitaliste ne serait responsable de rien, tout est la faute du virus.

En réalité, la covid-19 n'est pas non plus responsable de cette crise, c'est un mensonge d'État. La covid n'est que l'étincelle, l'explosion qui s'en est suivie est due aux barils de poudre accumulés, à savoir, les contradictions du système économique lui-même. Rappelons-nous que le PIB français avait déjà baissé de 6 % au premier trimestre 2020, avant le confinement qui n'a débuté que fin mars.

La crise est la conséquence de choix précis, de décisions prises à froid, non par incompetence, mais par dogmatisme. Il existe des responsables, ce sont les patrons qui envoient à la mort sociale des milliers d'inconnus pour eux, qui passent le plus clair de leur vie à engraisser les détenteurs de capitaux. Oui, les commanditaires sont les grands actionnaires, cette



MONTREUIL – 30 NOVEMBRE AU 02 DÉCEMBRE 2020  
DE LA CONVERGENCE À LA VICTOIRE

classe bourgeoise très au fait de ses intérêts, mais les exécutants, tels les criminels mafieux, ce sont les employeurs, en particulier, ceux des grandes entreprises.

Comprenons bien que le terme de crise ne s'applique qu'aux travailleurs. Dans cette période, où des centaines de milliers de licenciements sont annoncés et sont synonymes de drames humains, de la peur du lendemain pour notre classe sociale, les actionnaires et les tenants du grand capital y voient l'opportunité d'affaires juteuses. Pour les actionnaires de Bridgestone, la crise covid représente l'occasion rêvée de restructurer la production mondiale en la délocalisant pour davantage de profits demain, peu importe d'envoyer 863 familles au chômage. La richesse des possédants, d'Amazon à Total, de Solvay à Michelin, n'existe que parce qu'ils nous dépossèdent, par la violence, de ce que nous produisons.

A cette violence économique et sociale, s'ajoute la violence tout court. Les Etats-Unis ont été marqués par un soulèvement soudain après la mort de George Floyd, un homme noir froidement assassiné dans la rue par un policier blanc. La répression antipopulaire est l'un des instruments de la domination de classe, elle est une arme régulièrement utilisée, en Amérique Latine, en Afrique, etc., en France bien entendu. La violence ultime, la guerre, est redevenue dans notre monde, une option possible, avec la confrontation économique entre les Etats-Unis sur le déclin et la Chine, devenue la première économie mondiale, si on exclut la spéculation boursière.

Récemment, pour toute la gauche bobo de New-York ou de Paris, c'est « la » bonne nouvelle : à Washington, le milliardaire blond, grossier, homophobe, misogyne et nationaliste, vient de céder la place au candidat de Wall Street, un vieillard sénile qui porte les intérêts de l'État profond américain, le lobby militaro-industriel. Avec Biden, l'ennemi numéro 1 sera la Russie en plus de la Chine, on peut craindre le retour de l'interventionnisme étasunien dans le monde entier,

avec ses bombardements, ses milliers de morts directs et ses centaines de milliers de miséreux supplémentaires.

Qu'un milliardaire en remplace un autre à la maison blanche ne changera rien au sort des millions d'américains pauvres obligés à 75 ans, d'emballer les boîtes de céréales des clients à la sortie des caisses de supermarchés, pour pouvoir s'en sortir. En France aussi, on nous demande régulièrement de choisir la couleur de la cravate (ou de la veste) de qui pourra s'emparer de l'Elysée, ou de la mairie de Marseille, par exemple. Mais pour quel changement réel ? Aucun.

La crise économique nous amène un tsunami de licenciements, dans les grands groupes mais, avant tout, et malgré qu'ils soient invisibles, telle une lame de fond, dans les PME/TPE, les sous-traitants, les petites entreprises qui ne se relèveront pas de l'explosion des contradictions du système, sapant au passage les fondements du financement de notre Sécurité sociale, imposés au patronat par les martyrs de la Résistance communiste au prix de leur vie. 75 ans après sa création, sans sursaut de notre classe sociale, la Sécurité sociale mourra.

Dans ce contexte, soyons lucides, dans trop d'endroits, les syndicats CGT se résignent à négocier les mesures d'aménagement des décisions patronales de licenciements, parfois sans même envisager la lutte pour l'emploi. Certes les salariés ne nous poussent pas dans les reins, mais quand l'ont-ils fait ? Doit-on reprocher à des travailleurs qui se noient, de ne pas savoir nager puisque nous ne leur avons jamais appris ? Et de s'accrocher à la première bouée de sauvetage qui traîne ?

On voit ainsi avec rage ces cabinets d'avocats charognards, qui s'engraissent sur le désarroi des travailleurs dont on ferme l'usine, avec certains syndicats dupés qui entrent au plus vite dans une logique juridique, pour obtenir des indemnités supra-légales, d'autant plus aléatoires avec la justice de classe dans notre pays.



MONTREUIL – 30 NOVEMBRE AU 02 DÉCEMBRE 2020  
DE LA CONVERGENCE À LA VICTOIRE

Camarades, pour faire face à ces enjeux sur le plan national interprofessionnel, deux courants syndicaux historiques existent : celui qui aménage le système capitaliste et s'en tient aux revendications immédiates (salaires, conditions et temps de travail, emploi, etc.), et celui qui veut, en plus, transformer la société jusqu'à la destruction du système capitaliste. Ce type de syndicalisme a clairement un rôle politique, il vise à révolutionner les rapports de production, il veut établir des garanties collectives par le fait, et non par le droit.

Pour aménager le capitalisme, il suffit d'une organisation bureaucratique, du dialogue social et du syndicalisme rassemblé (.. sur l'absence d'objectif), avec de temps à autre, des « journées d'action » pour montrer les dents. C'est ce qu'est devenue la CGT aujourd'hui. La bureaucratie gangrène tous les niveaux de l'appareil. La CGT est devenue inutile aux travailleurs sur le plan national interprofessionnel. C'est la raison pour laquelle nos effectifs baissent, c'est pourquoi les « journées d'action » n'attirent pas les foules.

C'est sur ce constat que la Fédération a considéré qu'il fallait, dans cette période compliquée, relancer l'exigence d'une réorientation des objectifs de notre CGT, ses moyens, sa stratégie d'action.

Après avoir passé des années à demander en vain un débat sur cette dérive de notre CGT, notre Fédération a décidé avec d'autres, d'agir pour donner des perspectives à nos syndicats pour une action syndicale CGT qui vise concrètement à remplacer le système économique capitaliste par un système qui n'est pas de même nature, contester aux employeurs et à leur outil, l'État, le rôle de décision pour toute la société.

C'est ce qui a motivé la construction des marches pour l'emploi et la dignité, de septembre jusqu'à mi-octobre, à partir d'une proposition de l'Union départementale des Bouches-du-Rhône. Nous en avons discuté lors de notre Assemblée générale de rentrée le 8 septembre, le débat a montré un accord général des syndicats sur cette orientation.

Nous avons aussi débattu de la convergence vers la manifestation nationale à Paris du 17 octobre, qui fut un succès, malgré une participation très diverse de nos syndicats, et surtout, très en-dessous de ce qui est nécessaire.

C'est aussi cette exigence qui a amené notre participation aux Assises pour un Changement de Société, organisées à Martigues les 29 et 30 octobre, où 500 militants venus de toute la France ont débattu de quelle stratégie pour quelle type de syndicalisme, avec la question suivante : notre objectif CGT de transformation sociale est-il une question de prestige ou de pure forme, une pensée agréable pour nous prendre pour des révolutionnaires, ou bien une revendication réelle sur laquelle nous sommes prêts à engager la lutte ?

Pour mettre en œuvre un syndicalisme de transformation de la société, à l'opposé de tout accompagnement ou corporatisme, la forme d'organisation découle de ces objectifs : il nous faut des syndicats indépendants et au plus proches du terrain, et non des syndicats institutionnalisés dont les militants passent plus de temps avec les patrons qu'avec leurs camarades de travail, des unions locales interprofessionnelles dynamiques et pourvues en moyens humains, et non des comités régionaux taillés pour un dialogue social à l'européenne, un nombre faible de permanents syndicaux, une formation politique de haut niveau, des décisions montantes et un fonctionnement de type fédéraliste.

Camarades, cette réflexion, qui va au-delà de ce qu'on est capable de faire dans un congrès par visioconférence, doit être menée par les syndicats et la direction fédérale qui sera chargée d'animer notre fédération pour les trois ans qui viennent.

Voilà en résumé les défis qui ont été posés à la direction fédérale durant ce mandat atypique. Je termine en précisant qu'un cahier du congrès, compte-rendu des travaux, sera adressé aux syndicats avec les différentes interventions résumées.

Je vous remercie.